

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE -



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

. 2 F.

N° 46

décembre 1980

IRLANDE

*Solidarité avec
les prisonniers
politiques de
Long Kesh !*

SANTE
EN ALGERIE

Les travailleurs ,
malades du Capital .

Foyer de St Denis :

la Sonacotra et le PCF portent le
coup de grâce à la grève des foyers !

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Kiosque St Michel, Bld St Michel en bas.
 Librairie Rouge : rue de Tunis, métro Nation.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
 L'Harmattan : " en face.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Scopp Imazighen : 11 rue Lesdiguières, Métro Bastille.
 Lib. " La Goutte d'Or" : 35 rue Stephenson, 18ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue G. Simon, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Felibre Gaut, 13100 AIX EN PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Libraiirie Lire : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005 PARIS
 (Ne spécifier que TIL)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste
(24 Fr de mensuel + 24 Fr de
frais d'envoi).
- pour l'étranger : écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS ACCEPTER LES CHEQUES NI
LES MANDATS.

SOMMAIRE

MAGHREB

- p 3 : Exigeons la libération des prisonniers politiques en
Algérie !
 p 4,5,6,7 : Santé en Algérie : Mieux vaut être riche et en bonne
santé que pauvre et malade !

INTERNATIONAL

- p 8,9 : IRLANDE : Solidarité internationale avec les prisonniers
politiques de Long Kesh !

FRANCE

- p 10, 11 : Le PCF et Stoléru, main dans la main !
 p 12, 13, 14 : La Sonacotra et le PCF donnent le coup de grâce
à la grève des foyers.

QUI SOMMES-NOUS ? : Dernière page.

ALGERIE

Solidarité avec les prisonniers politiques en Algérie !

Combien de travailleurs, de soldats, de chômeurs ou de jeunes qui ont osé se révolter contre le régime algérien, ou qui se trouvent actuellement dans les prisons en Algérie ? Combien ont-ils été à subir des tortures de la part de la SM ou de la police ? Combien sont donc inculpés ou l'ont été pour délit d'opinion, ou pour fait de grève ?

Voilà ce qu'on ne sait pas. Mais petit à petit, les informations arrivent pourtant à filtrer : dernièrement, le Monde indiquait le passage en jugement devant la cour de sûreté de l'Etat de 5 soldats et de 2 civils, détenus depuis près de deux ans à la prison militaire de Blida. L'un d'eux au moins était membre du Parti Communiste Internationaliste (PCI), et les 7 ont été arrêtés pour délit d'opinion, parce qu'ils ont été découverts en possession de journaux d'extrême-gauche. Certains auraient été depuis torturés par la SM. En fait, on ne sait pas ce qui les attend.

De même, lors de l'émeute de Kabylie, l'intervention des CNS et du Darak El Watani avait fait une trentaine de morts, 450 blessés, des dizaines de personnes condamnées à Oued Amizour à des peines allant jusqu'à huit ans de prison, et 24 détenus déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat. L'ampleur du mouvement dans la région de la Kabylie et d'Alger avait obligé la bourgeoisie à mettre en "liberté provisoire" les 24 emprisonnés à la prison de Berrouaghia ; mais leur inculpation n'est pas levée : ils risquent de passer devant la cour de sûreté de l'Etat de Médéa, pour "appartenance à des organisations clandestines".

Ne parlons pas de toutes les grèves réprimées férocement dont nous n'avons aucune information, des travailleurs arrêtés à Batna, Sidi Bel Abbès et Tiaret pour avoir lutté contre leur exploitation, dont nous ne connaissons ni le nombre ni les conditions de détention.

En fait, c'est la fonction même de l'Etat bourgeois, en Algérie comme ailleurs, avec ses flics et son armée, de réprimer dans le sang tout effort fait par les travailleurs pour se révolter et s'insurger contre leurs exploités. Ici, la dictature "socialiste" algérienne se révèle sous son vrai jour. Il est de notre devoir de manifester notre solidarité totale avec tous les travailleurs et soldats emprisonnés ou inculpés en Algérie.

Exigeons la levée immédiate de toutes les inculpations !

Battons-nous pour la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques !

Organisons-nous contre la répression de la dictature algérienne !

SANTÉ EN ALGERIE

Mieux vaut être riche et en bonne santé, que pauvre et malade !

Dans un pays capitaliste dit "sous-développé" comme l'Algérie, le problème de la santé est un problème critique. D'abord bien sûr parce que le milieu (taudis, promiscuité dans les logements, etc.) concourt à entretenir un niveau sanitaire déplorable. Mais aussi et surtout, parce que la bourgeoisie algérienne ne fait rien, - ou si peu -, pour tenter de remédier à cet état de fait. La médecine et les soins apportés aux malades ne sont pas les mêmes suivant les classes, les fonds consacrés à la santé ne représentent qu'un très faible pourcentage des dépenses totales du budget, et le peu d'investissements faits dans ce domaine profitent davantage aux bourgeois qu'aux travailleurs, - malgré la médecine dite "gratuite" !

Dans l'état de crise et de sous-développement relatif que connaît le capitalisme d'Etat algérien, la médecine ne représente en effet pas une source importante de profits...

- Le rôle de l'institution médicale sous le capitalisme.

Au début du capitalisme, dans les pays occidentaux, l'Etat bourgeois n'avait aucun souci de la santé des prolétaires. Le passage de l'artisanat à la grande production industrielle leur conféra un sort épouvantable, et l'espérance de vie (avec le travail en usine dès le plus jeune âge, la misère et les maladies du travail, les journées de 16 heures et plus) était alors des plus basses.

Mais les bourgeois "libéraux" se rendirent vite compte qu'il était idiot de perdre ainsi des forces de travail, et qu'il était préférable de les rafistoler. H. Sigerist (Université de Chicago) écrivait : "Nous révisons nos machines régulièrement, et nous savons qu'il est plus économique de procéder à des menues réparations avant qu'elles ne soient complètement détériorées. Pourquoi ne pas appliquer le même principe à la conservation de l'homme ?". Ces idées, que le développement des luttes de travail avait de toutes façons amené les bourgeois à envisager, entraînent un certain nombre de lois sur la réduction du temps de travail, l'interdiction du travail des enfants et les premières tentatives de médecine du travail. (- A titre de comparaison, le Maroc surtout, au Maghreb, se distingue encore aujourd'hui par l'esclavage et le travail dans de terribles conditions de milliers d'enfants en bas âge, pour des salaires dérisoires).

Même si l'on ne peut dire que la santé est un secteur de production (le soin ne constitue pas à proprement parler une marchandise, n'a pas de valeur d'échange), il n'en reste pas moins qu'elle a une grande

importance pour la production. Son rôle sur la reproduction de la force de travail (un ouvrier malade travaille moins bien ou prend des congés, ou cesse complètement de travailler... s'il est mort !) explique l'attention prêtée par l'Etat bourgeois et le patronat aux problèmes de la médecine, et plus généralement à ceux de la santé. Ce qui nous entraîne à dire que si actuellement l'Etat capitaliste algérien accorde un si faible intérêt à ce secteur, c'est sans doute qu'il n'a pas rencontré de problèmes importants pour renouveler la force de travail de ses ouvriers, et que sa politique de démographie galopante couvre jusqu'ici plus que largement ses besoins en main d'oeuvre, rendant moins vital pour les capitalistes le développement d'une médecine du travail ! En d'autres termes, et du fait du chômage, du faible développement industriel, de la forte demande sur le marché du travail, la politique du gouvernement algérien en matière de santé se résume à cela : "Pour un travailleur malade, dix en bonne santé de retrouvés" !

- Les travailleurs, malades du Capital !

"La gratuité des soins ne doit pas faire des Algériens des hypocondriaques" (hypocondriaque = triste, capricieux, toujours inquiet au sujet de sa santé - Petit Larousse) ! Quand on connaît la situation de la médecine en Algérie, cette phrase d'un organe de la presse gouvernementale "Révolution Africaine", paraît pour le moins cynique !

Non seulement il n'y a pas suffisamment d'hôpitaux, de médecins, de médicaments pour les travailleurs, mais l'Etat et sa presse se permettent de se plaindre des malades et de leur "surconsommation" de médicaments et de soins !

En fait, la réalité est suffisamment parlante : le rachitisme, la tuberculose, la typhoïde, la rougeole et la méningite touchent encore beaucoup trop de personnes.

L'Algérie dispose d'un médecin pour 3 500 ha. (Les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé en prévoit 1 pour 500 habitants), d'un pharmacien pour 18 000 ha., d'un chirurgien-dentiste pour 15 000 ha. Tout ceci n'est bien sûr qu'une moyenne, et l'on peut dire que tous les centres polycliniques ou hôpitaux, sans parler des cabinets privés, se trouvent plus nombreux dans les grandes villes que dans les campagnes.

Par ailleurs, sur 61 hôpitaux planifiés depuis l'indépendance, 33 sont encore en cours de réalisation, et 12 non encore lancés. Ne parlons pas de tout un tas de soins qui ne peuvent être donnés en Algérie, et qui nécessitent d'aller à l'étranger, en France, le plus souvent, si l'on arrive à obtenir une prise en charge !

Les centres médicaux en Algérie sont en outre vétustes, techniquement périmés, l'équipement vieux, les structures d'accueil dépassées (cuisines, laveries-désinfections, etc.). Les médicaments manquent, le personnel para-médical n'est pas suffisant, relativement peu de médecins sont formés chaque année en comparaison des besoins (même si les prévisions

en la matière sont ambitieuses... sur le papier !).

Mais surtout, la médecine en Algérie est une médecine de classe.

a) Inégalités devant les maladies et les soins.

Les conditions de travail, les 3 x 8, le bruit à l'usine, le manque de vacances, la pauvreté, la sous-nutrition, le manque d'hygiène, la promiscuité à la maison, les taudis, les quartiers enfumés, les poubelles non ramassées, les mauvaises canalisations d'égout, les pénuries d'eau, les eaux non potables, tout cela rend les classes laborieuses plus vulnérables à la maladie. Mais cela est multiplié par les difficultés que rencontre un travailleur pour se faire soigner : les queues interminables dans les hôpitaux (attendre plusieurs heures, revenir demain, puis encore demain, pour s'entendre dire "aujourd'hui le médecin ne vient pas", qu'il faut attendre ailleurs ou prendre un rendez-vous (avec des délais allant jusqu'à plusieurs mois)), le manque de salubrité dans ces hôpitaux, (plusieurs malades par lit parfois, nourriture insuffisante, manque de personnel para-médical et de matériel,...), la médecine au rabais, le manque de médecins quelquefois à des centaines de kms à la ronde, pour les femmes l'absence d'informations concernant la contraception et les naissances à répétition (seules 4,6 % des femmes accouchent en milieu "assisté" dans les campagnes en Algérie), le manque de médicaments adéquats, l'absence d'information des couches laborieuses en matière sanitaire, etc...

Bref, les classes défavorisées subissent de plein fouet la désorganisation et le manque de moyens des services médicaux.

Quant aux bourgeois, bien sûr, l'affaire est tout autre. Par relation et par piston, avec les bakshichs et les passe-droits, ils ont droit à une médecine pour riches : les meilleurs médecins (cabinets privés ou consultations spéciales), prises en charge sans problèmes vers l'étranger, médicaments, soins particuliers, etc...

Par ailleurs, leur vie (logement spacieux, nourriture abondante, vacances, travail aisé) ne les prédisposent pas particulièrement à la maladie.

b) Inégalités devant le travail.

Les statistiques révèlent un accroissement du nombre des accidents du travail, touchant bien sûr principalement la classe ouvrière. En 1971, 6,25 % des travailleurs ont eu un accident du travail avec arrêt pendant l'année, et 2000 travailleurs ont été retirés chaque jour du circuit économique : le coût global des accidents du travail en 1972 a été évalué à 180 millions de dinars.

Par ailleurs, les maladies professionnelles sont légion, créées par des produits toxiques, des postes de travail néfastes à la santé, par la mécanisation croissante du travail, etc.; bien que la médecine du

travail soit obligatoire dans les textes, par ailleurs, les usines et les entreprises ne lui laissent généralement aucune place. Les secteurs à haut risque professionnel (à l'exception du pétrole) sont même les plus défavorisés.

Il est bien évident que les cadres ou les dirigeants des entreprises, quand ils viennent travailler, ne sont pas confrontés à ce genre de problèmes !

Bref, la médecine bourgeoise est un secteur capitaliste comme un autre, où l'Etat décide d'investir ou non selon les profits conjoncturels que cela lui rapporte. En outre, même si ce secteur se mettait à rapporter des capitaux à la bourgeoisie algérienne (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et n'arrive même pas à endiguer une situation sanitaire et médicale catastrophique), ce n'est pas pour autant que cette médecine, - au service de la classe dominante -, se mettrait à satisfaire les besoins des travailleurs et viserait à la bonne santé et à l'épanouissement de chacun.

Comme nous l'avons vu plus haut, les médecins sont les corollaires indispensables des patrons et de l'Etat bourgeois : ils n'existent que pour "rafistoler" les travailleurs et leur permettre d'accroître leur rendement. Dans les pays capitalistes occidentaux, la médecine du travail est même principalement conçue comme un service de flicage des ouvriers en congés de maladie, visant à détecter les fraudes et les abus !

Par ailleurs, les rapports médecin-malade, à sens unique, où les médecins considèrent leurs clients comme des ignares et possèdent le monopole et le privilège de la "science" médicale bourgeoise, montrent quels intérêts de classe sert la médecine.

Démystifier la médecine bourgeoise, imaginer la revalorisation de certains remèdes traditionnels, promouvoir une médecine de qualité au service de tous, mener une action éducative intense et suivie visant à long terme à ce que les travailleurs se prennent en charge face aux questions de santé, développer massivement la prévention, non seulement pas des actions techniques d'envergure comme les vaccinations, mais en vulgarisant au maximum quelques notions simples, faire des campagnes d'information, supprimer toutes les conditions de travail néfastes à la santé des ouvriers et des paysans, voilà en tout cas quelles seront les premières tâches, entre autres, du pouvoir des travailleurs !

INTERNATIONAL

IRLANDE

Solidarité avec les prisonniers
politiques de Long Kesh !

La terrible oppression de l'Irlande par l'impérialisme britannique ne date pas d'hier : elle dure même depuis des siècles. Mais elle s'est incontestablement durcie avec le développement du capitalisme, entraînant un cortège de pillages, expropriations des paysans, impôts spéciaux, famines organisées, etc..

Aujourd'hui encore, l'Irlande du Nord continue à être sous la botte de l'impérialisme anglais (l'Irlande du Sud quant à elle a obtenu son indépendance dans les années 20 du début du siècle, et est actuellement dominée par une bourgeoisie irlandaise indépendante). Au Nord, la population est majoritairement protestante : tout au moins, tous ceux qui ont le pouvoir, les patrons, les maires, etc., sont protestants, et liés à l'impérialisme anglais, c'est-à-dire plus généralement l'ensemble de la bourgeoisie et petite bourgeoisie.

Les travailleurs protestants, quant à eux, constituent une couche privilégiée de la classe ouvrière. Les catholiques forment une minorité, essentiellement ouvrière, qui est en butte à toutes sortes d'exactions : licenciements, prograds, emprisonnements sans inculpations ni procès, tortures, perquisitions, etc. Ils connaissent également une discrimination à tous les niveaux : droits de vote, droits politiques, embauche, salaires, éducation, logement,...

Du fait de la situation qui est la leur, les travailleurs catholiques ont été amenés à s'opposer par les armes aux bandes armées de l'impérialisme anglais et des loyalistes. C'est ainsi que de 1971 à 1975, 8000 personnes ont été emprisonnées sans procès...

- Prisonniers politiques : la lutte du désespoir...

Concernant les prisonniers politiques, l'internement sans procès est donc institutionnalisé en 1971. Plus de 8000 personnes seront ainsi emprisonnées entre 1971 et 1975. En 1972, à la suite d'une grève de la faim, le statut de prisonniers politiques est obtenu pour les détenus (au Sud, les prisonniers n'ont aucun droit).

En 1976, parallèlement au resserrement de la répression internationale contre le terrorisme, le statut politique est supprimé. Dès lors,

.../...

les grèves de la faim et de l'hygiène (à la suite de l'interdiction par les matons en guise de représailles, de l'accès aux sanitaires pour les prisonniers grévistes), se multiplient dans les prisons irlandaises, pour l'obtention de leurs revendications : le droit de ne pas porter l'uniforme carcéral, celui de ne pas faire de travail pénitentiaire, le droit à une visite, une lettre et un paquet hebdomadaires, le droit de réunion entre les détenus et celui d'étudier.

À cela, les directions des prisons répondent par une répression encore plus impitoyable : passages à tabac, isolement des prisonniers, matelas arrosés, tout vêtement retiré (ils n'ont qu'une couverture pour vêtement, on les appelle les "blanket men", les hommes sous la couverture, alors qu'en ce moment par exemple, il fait -7° dans les cellules), etc.

Actuellement, ils sont 470 républicains à rester nus dans leurs cellules en guise de protestation. Et ceux qui font la "grève de l'hygiène" depuis deux ans vivent dans des cellules jonchées d'excréments...

Par ailleurs, dans les blocs H de Long Kesh, près de Belfast, prison qui ressemble à s'y méprendre, selon le Cardinal O'Fiaich soi-même, "au spectacle de centaines de personnes sans abri", ou encore à un camp de concentration, ou encore "aux égouts des slums de Calcutta", 7 prisonniers font une grève de la faim, depuis le 27 octobre dernier, et l'un d'eux est déjà aveugle, et est sur le point de mourir.

La détermination des détenus est telle, avec derrière eux tous les travailleurs catholiques du nord, que le premier mort parmi les grévistes de la faim sera immédiatement remplacé. La bourgeoisie anglaise est prête jusqu'ici à porter la responsabilité de ses assassinats, et n'a eu aucune réaction ni recul. Elle refuse encore aujourd'hui toute négociation.

- Quelle perspective pour le mouvement ?

Ces grèves de la faim, dans un contexte aussi difficile, montrent le profond désespoir des prisonniers politiques irlandais, qui sont prêts à sacrifier leur vie pour sauver leur dignité. Mais ces détenus, comme le mouvement ouvrier catholique tout entier, sont très isolés. Les syndicats et les partis bourgeois "de gauche" irlandais et anglais ont d'ailleurs tout fait pour cela, ainsi que pour encadrer les travailleurs combattifs. La bourgeoisie anglaise, quant à elle, maintient une répression et une oppression extrêmement dures sur l'Irlande, relayée en cela par les bourgeoisies du Sud et du Nord. Le gouvernement protestant du Nord n'a d'ailleurs d'autre moyen pour faire durer sa domination de classe, que de diviser avec toujours plus de violence les travailleurs sur des prétextes fallacieux de religion, pour les affaiblir et permettre en cela à l'impérialisme anglais de perpétrer son pillage des richesses de l'Irlande.

Mais il faut savoir que ce que fait l'impérialisme anglais à la population catholique et aux prisonniers politiques, sa répression ultra-violente, son réseau policier, le quadrillage de la répression, ses "services spéciaux" spécialement équipés, tout cela préfigure les nouvelles méthodes de police mises en service progressivement à travers toute l'Europe, pour prévenir tout mouvement ouvrier.

Aussi, pour sortir les prisonniers irlandais de leur isolement, et pour faire reculer la bourgeoisie anglaise, il faut coûte que coûte qu'un fort mouvement international de solidarité soutienne la classe ouvrière d'Irlande, et soit prêt à manifester sa solidarité de classe !

Exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques en Irlande !

FRANCE

IMMIGRATION

Le PCF et Stoléru

main dans la main !

Depuis quelques semaines, la direction du PCF et plusieurs de ses maires ont multiplié les déclarations pour exiger une "juste répartition des immigrés" entre les municipalités "communistes" et les autres. Ces déclarations se sont accompagnées d'autres exigeant l'arrêt de toute immigration et affirmant que Stoléru n'applique pas ce qu'il projetait de faire.

A cette occasion, le maire PCF de Lyon a tenu des propos ouvertement racistes en rendant des jeunes immigrés responsables de "l'insécurité" et en menaçant de les expulser eux et leurs familles de leur cité. Le PCF a même déclaré qu'il pourrait appeler à l'occupation de logements d'immigrés pour "reloger les mal-logés" français.

Cette propagande raciste du PCF (même s'il ne la présente pas comme telle et s'en défend) est le résultat d'une part de sa gestion capitaliste des municipalités, d'autre part et surtout de son électoralisme et particulièrement de sa volonté de faire le plein des voix aux prochaines élections présidentielles.

Gérer une municipalité c'est tenir un segment de l'économie et de l'Etat capitaliste. Une multitude de sociétés de travaux, d'installations à usage collectif payantes, de sociétés de gestion et de construction d'habitat sont sous la direction des municipalités, qui brassent ainsi des masses de capitaux considérables.

Le PCF a pour objectif de conquérir progressivement l'appareil d'Etat bourgeois et de le gérer avec la même logique que le reste de la bourgeoisie, bien que sous d'autres formes, pas de faire la révolution et abolir l'exploitation capitaliste. Il se doit donc, pour atteindre ses buts, de ménager son électorat, particulièrement dans les municipalités, même s'il tente en même temps d'apparaître comme le parti défenseur de la classe ouvrière y compris sa fraction immigrée, car c'est en l'utilisant comme moyen de pression sur les bourgeois au pouvoir qu'il peut se faire entendre.

Pour se maintenir dans les municipalités, le PCF se fixe donc les objectifs :

- d'équilibrer les finances de son fief, et même de le rentabiliser, afin d'une part d'être reconduit dans ses fonctions de gestionnaire, et d'autre part de consolider sa position électorale dans la municipalité (où souvent il est majoritaire mais de peu) en montrant qu'il fait aussi bien sinon mieux que "la droite".
- de satisfaire avant tout les habitants de sa commune qui votent, c'est-à-dire les français et pas les immigrés.

Equilibrer les finances des municipalités à population pauvre, cela signifie, particulièrement en temps de crise, lorsque les travailleurs deviennent de moins en moins solvables, d'une part attirer des capitaux par des opérations de promotion immobilière, etc, et d'autre part sélectionner sa clientèle en éliminant ceux qui ne sont pas en mesure de payer, par exemple dans le secteur HLM dont la

.../...

gestion est en partie assurée par la municipalité. Or les immigrés sont une grande partie de ces travailleurs.

Mais là n'est pas la véritable explication de la politique du PCF concernant l'immigration. Ses arguments selon lesquels les immigrés représentent une charge financière trop lourde pour le budget municipal sont faux. Comme tous les autres travailleurs les immigrés paient des impôts locaux (la masse du budget municipal vient de ces impôts et du financement étatique). Dire ensuite, comme le fait le PCF à Ivry en particulier : "alors qu'ils représentent moins de 20 % de la population locale, 60 % du budget d'assistance sociale leur sont consacrés", c'est faire une distinction raciste entre travailleurs démunis français et travailleurs démunis étrangers.

En fait, le PCF peste contre la présence de travailleurs immigrés sur "ses" territoires parce que dans sa stratégie électoraliste, l'argent qui leur est consacré est pur gaspillage puisqu'il ne rapportera pas de voix.

D'autre part les heurts entre la population française et les immigrés, le sentiment de nombreux petits-bourgeois et même de travailleurs français, que "leurs" écoles, "leurs" HLM, "leurs" cités sont envahis par des étrangers, sont aussi des risques de perdre des voix pour le PCF. Ce parti qui, il faut le souligner, est, avec ceux de la majorité gouvernementale, le premier responsable du racisme ambiant à cause de sa politique nationaliste et chauvine reprend à son compte et accentue ces sentiments racistes de façon criminelle pour "faire un bon score" aux élections.

Ce n'est d'ailleurs certainement pas un hasard si, bien qu'il défendait la position de "juste répartition des immigrés" entre les municipalités (des déclarations en ce sens avaient déjà été faites en 1969), ce n'est que maintenant, à quelques mois des élections présidentielles, qu'une véritable campagne est lancée sur ce sujet par le PCF. Ce parti profite de ce moment de bataille électorale, marqué par la crise, le chômage, la baisse du niveau de vie et la répression pour exiger l'arrêt de l'immigration : cela indique qu'il a choisi comme tous les autres partis bourgeois la stratégie du bouc émissaire, afin de croître en influence et électoralement.

Certes le PCF n'est pas un parti raciste au même titre que les groupuscules fascistes, qui l'expriment sans fard, mais il n'a pas sur les questions fondamentales une attitude différente de la majorité gouvernementale, qui elle aussi se défend d'être raciste. Le PCF enveloppe sa politique discriminatoire dans un langage combatif et défenseur des intérêts des travailleurs y compris immigrés.

Mais lorsque les élus PCF d'Ivry déclarent : "Nous nous battons ici pour vivre et travailler au pays, alors pourquoi pas avec les immigrés pour qu'ils vivent et travaillent dans leur pays" (nous soulignons ; le Monde du 4 novembre 1980), peut-on nier qu'ils mènent au fond la même politique que Stoléro, et qu'ils portent ainsi un coup supplémentaire au difficile labeur d'unification des travailleurs de toutes les nationalités.

- A bas la division de la classe ouvrière !
- Libre circulation des travailleurs quelle que soit leur nationalité !

Foyer de St Denis

La Sonacotra et le PCF portent le coup de grâce à la grève des foyers

Mercredi 19 novembre, les CRS sont une nouvelle fois descendus dans un foyer de travailleurs immigrés, celui de la rue Romain Rolland à St Denis, pour expulser 82 résidents. Ceux-ci étaient poursuivis en justice par la Sonacotra pour avoir fait grève et tenu malgré la répression pendant plus de quatre ans. La même chose s'était produite une dizaine de jours plus tôt à Montreuil.

Là, les résidents, pris au dépourvu et inorganisés, avaient été contraints d'accepter, pour être réintégrés à leur foyer, la signature d'un contrat de logement encore plus répressif que celui d'avant la grève: interdiction de recevoir quiconque, interdiction formelle de la grève, possibilité pour le gérant de pénétrer à tout moment dans les chambres "en cas de nécessité" sans l'avis des résidents, etc.), et le paiement préalable des arriérés.

- Les bourgeois outrepassent leurs propres lois.

Il en a été autrement à St Denis : les expulsés ne se sont pas tus face au coup de force de la Sonacotra et du préfet, qui n'ont tenu aucun compte de leurs propres lois. Coup de force, en effet, car à la suite de la condamnation des résidents à l'expulsion par le tribunal de Bobigny, ils avaient engagé une demande de sursis à exécution du jugement qui avait abouti : leur expulsion était donc illégale. La seule condition était qu'ils paient 150 Fr par mois (au lieu de plus de 250 Fr exigés par la Sonacotra) en attendant le jugement sur le fond de l'affaire prévu pour la mi-décembre.

La Sonacotra est passée outre, et, de mèche avec le préfet, a fait expulser les 82 résidents afin de briser leur résistance. Ceux-ci se sont alors présentés devant le tribunal de St Denis et ont obtenu une décision de réintégration au foyer. Mais, prétextant que le jugement était vague, le préfet refuse jusqu'à présent d'enlever ses flics de devant le foyer. Pire, maintenant, même les non-grévistes sont soumis à un contrôle d'identité à l'entrée du foyer, moyen de les terroriser afin de les écarter de leurs camarades expulsés.

L'attitude du préfet, sans aucun doute appuyé fermement par le gouvernement, est venu rappeler brutalement aux travailleurs la nature et la fonction des lois et de la justice bourgeoise : un instrument de classe pour la bourgeoisie, pour réprimer les travailleurs.

- Ils veulent porter le coup de grâce aux résidents combattifs.

Pourquoi le pouvoir a-t-il enfreint sa propre légalité cette fois-ci, alors qu'il aurait pu obtenir les mêmes résultats par la voie habituelle, puisqu'il a l'assurance de la fidélité de ses "hommes de loi"?

Bien que l'ensemble de la grève des foyers ait été défaite en ce qui concerne ses revendications, il reste quelques petits îlots de résistance ici et là à travers la France (surtout dans Paris et sa région), qu'il tient à liquider une fois pour toutes.

Par ailleurs, des foyers, qui ont signé des protocoles d'accord, sont en difficulté, car de nombreux résidents ne sont plus en mesure de payer les arriérés (parfois plus de 8000 Fr !). Beaucoup ont été condamnés à payer des indemnités atteignant 12 000 Fr et... à être expulsés. Et, bien que la démobilisation soit grande, dans la plupart des foyers, la Sonacotra craint encore des troubles.

Mais surtout, elle a voulu abattre ce qui fut un des piliers de la grève avant le 1er décembre (date à partir de laquelle l'expulsion est interdite jusqu'au 1er mars, ... théoriquement), jour également d'une augmentation générale des loyers de plus de 16 % (40 Fr), la troisième en une seule année, qui aurait produit son lot de colère parmi les résidents, faisant peut-être rebondir la situation.

- Le PCF au service de la bourgeoisie.

Le PCF a prétendu soutenir les résidents de Romain Rolland sur leurs revendications, en encourageant au début la mobilisation spontanée de quelque uns de ses militants et d'habitants de la cité voisine du foyer. En fait, il ne visait qu'à apparaître comme le seul parti vraiment présent, pour estomper la méfiance des délégués et récupérer à son profit le mouvement.

Il a poussé à des actions inutiles ou mal organisées qui faisaient perdre des forces aux résidents. Avec la CGT, le jeudi 20, par exemple, il a fait le forcing pour que dès le lendemain, la tentative d'occupation du siège de la Sonacotra, dont la date était discutée, soit tentée. Le résultat a été un fiasco. Une centaine ou 150 personnes se sont rassemblées dehors (alors que les bureaucrates en prévoyaient 500 à 1000), la Sonacotra, probablement avertie, ayant fermé ses portes.

Cet échec a ensuite été utilisé par les bureaucrates du PCF et de la CGT pour refuser d'organiser une manifestation en soutien aux revendications des expulsés.

En fait, les arguments du PCF n'ont été que des prétextes pour briser un mouvement qu'il n'avait pas réussi à récupérer. C'est ainsi qu'il a appelé à une manifestation une demi heure avant celle des résidents, le 24 novembre, et sur un autre parcours. Et dans ses appels, non seulement il n'a pas soutenu les revendications des résidents, les noyant dans celle de la défense des libertés "dans notre pays", mais il a "omis" de parler de leur manifestation. Il a donc empêché par la magouille des travailleurs français de rejoindre leurs camarades immigrés. Ajoutons que le PCF concluait en affirmant que cette situation montrait la justesse de ses positions, exigeant une "répartition équitable des immigrés" dans les municipalités,

autrement dit : si les résidents ont été expulsés, c'est qu'il y a trop d'immigrés à St Denis !

Le PCF a montré une fois de plus qu'il ne reculait devant aucune attitude raciste et chauvine pour contribuer à diviser la classe ouvrière en France et affaiblir les travailleurs. Vis-à-vis de l'immigration, et en toute conformité avec sa nature bourgeoise, il ne mène pas aujourd'hui une politique fondamentalement différente de celle du gouvernement .

- Une situation difficile. Un combat à mener.

Aujourd'hui, le rapport de force n'est pas en faveur des résidents, il ne faut pas se le cacher. La solidarité des travailleurs sur laquelle repose toute chance de victoire des travailleurs a été faible jusqu'à présent. La manifestation, qui n'a rassemblé que 4 ou 500 personnes, dont peu de travailleurs immigrés des autres foyers, et peu de travailleurs français, l'a montré.

On ne peut prévoir pour l'avenir quelle sera la mobilisation des travailleurs en soutien et en unité avec les résidents expulsés. La lutte des Sonacotra a été tenace et courageuse, mais à St Denis aujourd'hui le pouvoir est contre une poignée de travailleurs combattifs mais isolés.

Pour battre la bourgeoisie aujourd'hui en France, demain dans nos pays (car là-bas aussi nous avons à subir la même exploitation), il faudra des luttes bien plus fortes.

Même si la situation est difficile, il va sans dire qu'à la mesure des forces de notre organisation, nous soutiendrons sans cesse les résidents expulsés et ceux qui sont menacés dans les autres foyers ou dans les usines. Nous continuerons cependant aussi à dire qu'il faut préparer le combat pour renverser une fois pour toutes la bourgeoisie, seule perspective politique pour tous les travailleurs français ou immigrés !

Soyons nombreux au jugement sur le fond fin décembre au tribunal de Bobigny !

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

(Le Manifeste Communiste).